

COMMUNAUTE DE COMMUNES
MEURTHE, MORTAGNE, MOSELLE

DEPARTEMENT
Meurthe et Moselle
ARRONDISSEMENT

Extrait du Procès-Verbal
des
Délibérations du 26 janvier 2022 Lunéville

L'an deux mille vingt deux, le vingt six janvier à vingt heures trente minutes, le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes Meurthe, Mortagne, Moselle, s'est réuni au nombre prescrit par le règlement à Blainville sur l'Eau, sous la présidence de Monsieur Philippe DANIEL, Président.

Membres titulaires : 61

Etaient réunis : 52

Nombre de votants : 58

Présents : Sylvie HONGNIAT (Barbonville), Nicole TARILLON CHARROIS, Damien CUNAT, Thomas RAULIN, Audrey VAUNE (Bayon), Nadia DORE, Nadine GALLOIS, Hervé LAHEURTE, Olivier MARTET, Monique PETITDEMANGE, Evelyne SASSETTI, William SAUVANET ARCHENT, Frédéric VAUTRIN (Blainville sur l'Eau), Gérard EURIAT (Borville), Maurice HERIAT (Brémoncourt), Christian CENDRE (Clayeures), Hervé MARCILLAT (Charmois), Sébastien NICOLAS (Crevechamps), Sylvie CHERY GAUDRON, Olivier DARGENT, Bruno DUJARDIN, Hervé PYTHON, Patricia SAINT DIZIER, Nelly SCHLERET, Olivier VILLAUME (Damelevières), Marie Christine ALBRECHT (Domptail en l'Air), Benoit LARIQUE (Einvaux), Denis FERRY (Essey la Cote), Patrick MORAND (Froville), Daniel GERARDIN, Francine LAURENT, Noel MARQUIS (Gerbéviller), Jacky LENTRETIEN (Haigneville), Jean Marie PETIT (Landécourt), Xavier TREVILLOT (Lorey), Pascal DIDIER (Loromontzey), Remi VUILLAUME (Mattexy), Thierry MERCIER (Méhoncourt), Jonathan KURKIENCY, Bernadette LE GOFF, Eric SCHOCKMEL (Mont sur Meurthe), Gérard GEOFFROY (Moriviller), Alain BALLY (Remenoville), Sabine DUPIC (Rozelieures), Marie MARTIN (Saint Boingt), Nicolas GERARD (Saint Germain), Daniel BARTHELEMY (Saint Mard), André VIGNERON (Saint Remy aux Bois), Nicolas BALLAND (Vennezey), Philippe DANIEL (Vigneulles), Hervé POIROT (Villacourt), Yves THIEBAUT (Virecourt),

Excusés : Sarah CONCHERI (pouvoir à Evelyne SASSETTI), Michel GUTH (pouvoir à Nadia DORE), Christophe SONREL (pouvoir à Hervé PYTHON), Renaud NOEL (Einvaux), Francis ROCH (Giriviller), Christian BOUCAUD (pouvoir à Bruno DUJARDIN), Jean Marie GASSMANN (Landécourt), Linda KWIECIEN (pouvoir à Philippe DANIEL), Aurélie THOMAS (Saint Boingt), Pascale MALGLAIVE (Seranville), Evelyne MATHIS (pouvoir à Sébastien NICOLAS), Dominique WEDERHAKE (Vennezey),

Absents : Christian PILLER (Blainville sur l'Eau)

DELIBERATION n° 001/2022 – FONCTIONNEMENT DES ASSEMBLEES
Désignation d'un secrétaire de séance

A l'unanimité, le Conseil Communautaire propose Monsieur Daniel BARTHELEMY (Saint Mard) pour remplir les fonctions de secrétaire de séance.

Délibération adoptée à l'unanimité.

DELIBERATION n° 002/2022 – FONCTIONNEMENT DES ASSEMBLEES
Compte Rendu du Conseil Communautaire du 15 décembre 2021 à Bayon

Après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire approuve le compte rendu du Conseil Communautaire du 15 décembre 2021 tel qu'il lui est présenté.

Délibération adoptée à l'unanimité.

DELIBERATION n° 003/2022 – FINANCES
Autorisation de mandatement des dépenses d'investissement avant le vote du Budget Primitif

Le Président informe l'Assemblée que des opérations d'investissement doivent recevoir un début d'exécution ou vont démarrer dans les prochaines semaines sans attendre le vote formel du budget primitif 2022 qui sera voté lors du Conseil Communautaire du mois de mars.

Conformément à l'article L.1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales et afin de préserver la continuité du service entre le 1^{er} janvier 2022 et la date d'adoption du budget, le Président peut :

- Mettre en recouvrement les recettes à engager, liquider et mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans les limites des crédits ouverts au budget de l'année précédente,
- Mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

De plus, jusqu'à l'adoption du budget, le Président, peut, également sur autorisation du Conseil précisant le montant et l'affectation des crédits : engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

Cette possibilité d'utilisation des crédits est liée à l'engagement de reprise des opérations dans le budget primitif à venir. Pendant cette période, précédant le vote du budget, les règlements peuvent également intervenir sur les reports de la

section d'investissement. Ces restes à réaliser correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31 décembre de l'exercice.

Dans un souci de rapidité d'exécution des projets structurants en matière d'investissement, il est donc proposé au conseil d'autoriser le Président, conformément à l'article L.1612-1 du CGCT à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette, sous réserve que les crédits soient intégrés aux différents budgets primitifs 2022 de la collectivité, selon les tableaux ci-dessous :

BUDGET GENERAL					
Chapitres/ articles	Désignation	Fonct.	Désignation	BP 2021	Exercice 2022 - autorisation de mandatement dans la limite de 25% du BP 2021
20	Immobilisations incorporelles			164 000,00	41 000,00
2031	Frais d'études	833	Préservation du milieu naturel	140 000,00	35 000,00
2031	Frais d'études	90	Interventions économiques	24 000,00	6 000,00
204	Subventions d'équipement versées			270 575,03	67 643,76
204123	Projets d'infrastructures d'intérêt national	816	Autres réseaux et services dive	164 440,00	41 110,00
204222	Aides aux ravallements de façade	90	Interventions économiques	4 000,00	1 000,00
204227	Aide rénovation énergétique hors ANAH	90	Interventions économiques	79 635,03	19 908,76
204228	Aide rénovation énergétique - habiter mieux (ANAH)	90	Interventions économiques	22 500,00	5 625,00
21	Immobilisations corporelles			363 482,00	90 870,50
2113	Terrains aménagés autres que voirie	90	Interventions économiques	500,00	125,00
2128	Autres agencements et aménagements de terrains	831	Aménagement des eaux	20 000,00	5 000,00
2128	Autres agencements et aménagements de terrains	833	Préservation du milieu naturel	11 000,00	2 750,00
21318	Autres bâtiments publics	411	Salles de sport, gymnases	36 482,00	9 120,50
2135	Instal.géné.,agencements,aménagements des construc	020	Administration générale	3 000,00	750,00
2151	Réseaux de voirie	90	Interventions économiques	250 000,00	62 500,00
2152	Installations de voirie	90	Interventions économiques	1 500,00	375,00
21568	Autre mat et outil d'incendie et de défense civile	020	Administration générale	2 000,00	500,00
2158	Autres install., matériel et outillage techniques	020	Administration générale	1 000,00	250,00
2181	Install.générales,agencement & aménagements divers	020	Administration générale	3 000,00	750,00
2182	Matériel de transport	810	Services communs	15 000,00	3 750,00
2183	Matériel de bureau et matériel informatique	020	Administration générale	10 000,00	2 500,00
2184	Mobilier	020	Administration générale	5 000,00	1 250,00
2188	Autres immobilisations corporelles	020	Administration générale	5 000,00	1 250,00
23	Immobilisations en cours			2 081 583,28	520 395,82
2313	Constructions	511	Dispens. et autres établ. sanita	2 053 112,19	513 278,05
238	Avances versées sur comm.immo.corporelles	511	Dispens. et autres établ. sanita	28 471,09	7 117,77
27	Autres immobilisations financières			6 750,00	1 687,50
27632	Régions	90	Interventions économiques	6 750,00	1 687,50

BUDGET ANNEXE RIEOM			
Chapitres/ articles	Désignation	BP 2021	Exercice 2022 - autorisation de mandatement dans la limite de 25% du BP 2021
20	Immobilisations incorporelles	83 423,93	20 855,98
2031	Frais d'études	83 423,93	20 855,98
21	Immobilisations corporelles	476 230,36	119 057,59
2138	Autres constructions	56 994,36	14 248,59
2157	Agencement et aménagements du mat. et outil. Indus	30 000,00	7 500,00
2182	Matériel de transport	78 400,00	19 600,00
2183	Matériel de bureau et matériel informatique	2 000,00	500,00
2184	Mobilier	2 836,00	709,00
2188	Autres	306 000,00	76 500,00
23	Immobilisations en cours	296 000,00	74 000,00
2313	Constructions	296 000,00	74 000,00

BUDGET ANNEXE PETITE ENFANCE					
Chapitres/ articles	Désignation	Fonct.	Désignation	BP 2021	Exercice 2022 - autorisation de mandatement dans la limite de 25% du BP 2021
20	Immobilisations incorporelles			4 800,00	1 200,00
2031	Frais d'études	64	Crèches et garderies	4 800,00	1 200,00
21	Immobilisations corporelles			123 786,48	30 946,62
2135	Instal.géné.,agencements,aménagements des construc	64	Crèches et garderies	5 000,00	1 250,00
21735	Instal.géné.,agencements,aménagements des construc	64	Crèches et garderies	72 991,00	18 247,75
2183	Matériel de bureau et matériel informatique	64	Crèches et garderies	1 472,10	368,03
2184	Mobilier	64	Crèches et garderies	15 002,42	3 750,61
2188	Autres immobilisations corporelles	64	Crèches et garderies	29 320,96	7 330,24
23	Immobilisations en cours			8 428,55	2 107,14
2313	Constructions	64	Crèches et garderies	8 428,55	2 107,14

Ceci étant exposé, il est proposé au Conseil Communautaire :

- D'AUTORISER le Président, conformément à l'article L.1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette, selon l'affectation ci-dessus exposée ;
- PRECISER que l'intégralité des dépenses engagées dans ce cadre seront intégrées au budget primitif 2022 de la collectivité.

Délibération adoptée à l'unanimité.

DELIBERATION n° 004/2022 – FINANCES

Autorisation de souscrire à une ligne de trésorerie pour le budget assainissement

Vu la délibération n°67/2021 en date du 30 juin 2021 relative au transfert de la compétence assainissement à la Communauté de Communes Meurthe Mortagne Moselle,

Vu l'arrêté Préfectoral en date du 2 novembre 2021 actant la prise de compétence assainissement par la CC3M,

Vu la délibération n°144/2021 en date du 15 décembre 2021 relative à la création d'une régie assainissement dotée de l'autonomie financière,

Vu la délibération n°148/2021 en date du 15 décembre 2021 autorisant la création d'un budget annexe assainissement et assujettissement de la Taxe sur la Valeur Ajoutée.

Vu la délibération n°154/2021 en date du 15 décembre 2021 relative à la mise à disposition entre la CC3M et ses communes membres pour les moyens, les biens meubles et immeubles nécessaires à l'exercice de la compétence assainissement – transfert des contrats en cours (emprunts, délégation de services publics, contrats de prestations de services),

La Communauté de Communes Meurthe Mortagne Moselle doit souscrire à une ligne de trésorerie sur son budget « régie assainissement ».

Dotée de l'autonomie financière, le budget assainissement, ouvert le 1^{er} janvier 2022, démarre avec une trésorerie à zéro.

Il convient de pouvoir procéder au mandatement des dépenses liées à cette compétence dans l'attente d'encaisser le produit de la redevance assainissement ainsi que la participation financière des communes au transfert de compétence. Nous avons sollicité deux banques afin de nous faire une proposition sur un besoin de trésorerie de 400 000€.

La Caisse d'Epargne propose un taux d'intérêt indexé sur ESTER FLOORE + marge 0.70% (si ESTER est négatif il est réputé à 0), auquel s'ajoute des frais de dossier de 800€.

Le Crédit Agricole propose un taux d'intérêt indexé sur EURIBOR 3 mois avec un taux plancher de 0,40% auquel s'ajoute des frais de commission de 480 €.

Ceci étant exposé, il est proposé au Conseil Communautaire :

- D'AUTORISER l'ouverture d'une ligne de trésorerie pour le budget assainissement,
- D'AUTORISER le Président à souscrire à la ligne de trésorerie aux conditions proposées par le Crédit Agricole soit 400 000€ au taux d'intérêt indexé sur EURIBOR 3 mois avec un taux plancher de 0.40 % auquel s'ajoute des frais de commission de 480 €.

Délibération adoptée à l'unanimité.

DELIBERATION n° 005/2022 – PETITE ENFANCE

Approbation de l'Avant-Projet Définitif pour la rénovation et l'extension du multi-accueil Les Ptits Mousles

Vu le rapport de la visite technique du multi-accueil Les Ptits Mousles à Blainville sur l'Eau, en date du 9 janvier 2020 de la Protection Maternelle et Infantile, mettant en évidence la vétusté des locaux et la nécessité de les rénover et de les repenser pour rendre l'usage du bâtiment plus fonctionnel,

Vu la délibération n° 083/2021 relative au lancement de la procédure de recrutement d'un maître d'œuvre pour la réhabilitation et l'extension du multi-accueil Les Ptits Mousles,

Vu la délibération n°138/2021 relative à l'approbation de l'Avant-Projet Sommaire – Rénovation et extension du multi-accueil Les P'tits Mousles à Blainville-sur-l'Eau,

Le Président rappelle que le projet vise l'amélioration des conditions d'accueil et de fonctionnement du multi-accueil et la continuité de service auprès des familles lors de l'indisponibilité du bâtiment pendant la durée des travaux sera maintenue.

L'estimation en phase Avant-Projet Définitif, par lot, est la suivante :

Travaux	713 870 €
LOT 01 – VRD - Gros Œuvre - Espace vert	184 570 €
LOT 02 - Charpente - Ossature bois	75 276 €
LOT 03 - Couverture - Etanchéité - Bardage	48 335 €
LOT 04 - ITE	12 096 €
LOT 05 - Menuiseries extérieures - Serrurerie	58 170 €
LOT 06 - Plâtrerie - Isolation	54 479 €
LOT 07 - Menuiseries intérieures bois	47 484 €
LOT 08 - Electricité	54 545 €
LOT 09 - Plomberie - Sanitaire - Chauffage - VMC	94 212 €
LOT 10 - Sols durs - Faïence	16 245 €
LOT 11 - Sols souples - Peinture	24 886 €
LOT 12 - Equipement cuisine	19 400 €
Options lot 3, lot 6 et lot 7	24 172 €

Il doit aussi y être ajouté :

- Honoraires de maîtrise d'œuvre, contrôleur technique, coordinateur sécurité prévention santé, études réglementaires... : 90 605€ HT
- Assurance Dommages ouvrage : 6 838€ HT
- Equipements pédagogiques : 56 079€ HT

Ceci étant exposé, Il est demandé au Conseil Communautaire :

- **APPROUVER** l'avant-projet définitif qui lui est présenté pour le montant total de 831 897€ HT honoraires, assurance dommages ouvrage, équipement, travaux compris.

Ce montant se décomposant comme suit :

- Travaux : 713 870€ HT
 - Honoraires de maîtrise d'œuvre, contrôleur technique, coordinateur sécurité prévention santé, études réglementaires ... : 90 605€ HT
 - Assurance Dommages ouvrage : 6 838€ HT
 - Equipements pédagogiques : 56 079€ HT
- **DONNER pouvoir** au Président pour signer tous les documents et avenants afférents à cette décision.

Délibération adoptée à l'unanimité.

DELIBERATION n° 006/2022 – **PETITE ENFANCE**
Autorisation de dépôt permis de construire pour la rénovation et l'extension du multi-accueil Les Ptits Moussees

Vu les statuts de la Communauté de Communes Meurthe Mortagne Moselle,
Vu les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu l'article R423-1 du Code de l'Urbanisme,
Vu le rapport de la visite technique du multi-accueil Les Ptits Moussees à Blainville sur l'Eau en date du 9 janvier 2020 de la Protection Maternelle et Infantile, mettant en évidence la vétusté des locaux et la nécessité de les rénover et de les repenser pour rendre l'usage du bâtiment plus fonctionnel,

Vu la délibération n° 83/2021 en date du 30 juin 2021 relative au lancement de la procédure de recrutement d'un maître d'œuvre pour la réhabilitation et l'extension du multi-accueil Les Ptits Moussees,
Vu la délibération n°138/2021 en date du 15 décembre 2021 relative à l'approbation de l'Avant-Projet Sommaire – Rénovation et extension du multi-accueil Les Ptits Moussees à Blainville sur l'Eau,
Vu la délibération n°05/2022 en date 26 janvier 2022 relative à l'approbation de l'Avant-Projet Définitif – Rénovation et extension du multi-accueil Les Ptits Moussees à Blainville sur l'Eau,
La mission Avant-Projet Définitif comporte la constitution du permis de construire, il est nécessaire d'autoriser le Président de la Communauté de Communes à déposer un dossier de demande de permis auprès du service instructeur.

Ce dépôt de permis de construire ne peut s'établir, qu'en respectant les dispositions du Code de l'Urbanisme et du Code Général des Collectivités Territoriales. En effet, ceux-ci stipulent que le Président d'un Etablissement Public de Coopération

Intercommunale ne peut déposer de permis de construire au nom de son EPCI sans avoir été expressément autorisé par son Conseil Communautaire.

Ceci étant exposé, il est proposé au Conseil Communautaire :

- D'AUTORISER le Président à déposer une demande de permis de construire auprès du service instructeur, pour la rénovation et l'extension du multi-accueil Les Ptits Mousses à Blainville sur l'Eau.
- DONNER pouvoir au Président pour signer tous les documents afférents à cette décision.

Délibération adoptée à l'unanimité.

DELIBERATION n° 007/2022 – PETITE ENFANCE

Convention de mutualisation entre le SDE54 et la CC3M pour la gestion des Certificats Economies d'Energie dans le cadre du projet de réhabilitation du multi-accueil Les Ptits Mousses

Vu les statuts de la Communauté de Communes Meurthe Mortagne Moselle,
Vu les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu l'article L.1111-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu le rapport de la visite technique du multi-accueil Les Ptits Mousses à Blainville sur l'Eau en date du 9 janvier 2020 de la Protection Maternelle et Infantile, mettant en évidence la vétusté des locaux et la nécessité de les rénover et de les repenser pour rendre l'usage du bâtiment plus fonctionnel,
Vu la délibération n° 83/2021 en date du 30 juin 2021 relative au lancement de la procédure de recrutement d'un maître d'œuvre pour la réhabilitation et l'extension du multi-accueil Les Ptits Mousses,
Vu la délibération n°138/2021 en date du 15 décembre 2021 relative à l'approbation de l'Avant-Projet Sommaire – Rénovation et extension du multi-accueil Les Ptits Mousses à Blainville sur l'Eau,
Vu la délibération n°05/2022 en date 26 janvier 2022 relative à l'approbation de l'Avant-Projet Définitif – Rénovation et extension du multi-accueil Les Ptits Mousses à Blainville sur l'Eau,

Le Président expose aux membres du Conseil Communautaire que lorsqu'une collectivité engage des travaux d'amélioration de performances énergétiques sur des équipements et bâtiments de son patrimoine, il est possible d'obtenir des Certificats d'Economies d'Energie (CEE) introduits par la loi sur l'Energie du 13 juillet 2005 (loi dite POPE).

Ce dispositif précise que pour le projet Rénovation et Extension du multi-accueil Les Ptits Mousses à Blainville sur l'Eau, la Communauté de Communes peut bénéficier de Certificats d'Economies d'Energie délivrés par l'Etat (pour la partie rénovation). Ces Certificats peuvent ensuite être valorisés et représenter une ressource financière pour soutenir le projet de la Communauté de Communes.

Le Président indique que pour déposer un dossier et obtenir des CEE il est nécessaire d'atteindre le seuil des 50 GWHCUMAC et qu'une expertise est nécessaire sur la nature des travaux éligibles.

Enfin, le Président informe les membres du Conseil de la démarche du Syndicat Départemental d'Electricité de Meurthe et Moselle (SDE54) destinée à organiser un groupement de collecte des CEE et ainsi permettre aux collectivités, notamment les plus petites, de bénéficier du dispositif. Une fois les CEE obtenus, le SDE54 reversera à la Communauté de Communes la prime correspondant à la valorisation des certificats, déduction faite des frais de mutualisation supportés par le SDE54 et fixés dans la convention.

Pour cela, le Président propose au Conseil Communautaire d'adhérer au groupement de collecte.

Ceci étant exposé, il est proposé au Conseil Communautaire :

- D'AUTORISER le Président à signer la Convention de Mutualisation jointe en annexe de la présente délibération,
- DONNER pouvoir au Président pour signer tous les documents afférents à cette décision.

Délibération adoptée à l'unanimité.

DELIBERATION n° 008/2022 – PETITE ENFANCE

Demande de subventions à la Caisse d'Allocations Familiales, à la Région, au Département et à l'Etat pour la rénovation et l'extension du Multi-accueil Les Ptits Mousses

Vu les statuts de la Communauté de Communes Meurthe Mortagne Moselle,
Vu les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu l'article L.1111-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu le rapport de la visite technique du multi-accueil Les Ptits Mousses à Blainville sur l'Eau en date du 9 janvier 2020 de la Protection Maternelle et Infantile, mettant en évidence la vétusté des locaux et la nécessité de les rénover et de les repenser pour rendre l'usage du bâtiment plus fonctionnel,
Vu la délibération n° 83/2021 en date du 30 juin 2021 relative au lancement de la procédure de recrutement d'un maître d'œuvre pour la réhabilitation et l'extension du multi-accueil Les Ptits Mousses,

Vu la délibération n°138/2021 en date du 15 décembre 2021 relative à l'approbation de l'Avant-Projet Sommaire – Rénovation et extension du multi-accueil Les Ptits Mousses à Blainville sur l'Eau,
 Vu la délibération n°05/2022 en date 26 janvier 2022 relative à l'approbation de l'Avant-Projet Définitif – Rénovation et extension du multi-accueil Les Ptits Mousses à Blainville sur l'Eau,
 Vu la délibération n°07/2022 en date du 26 janvier 2022 relative à l'autorisation à signer la convention relative à la gestion des Certificats d'Economies d'Energie dans le cadre du projet de la rénovation et l'extension du multi-accueil Les Ptits Mousses à Blainville sur l'Eau,
 Vu l'estimatif des dépenses de travaux de l'Avant-Projet Définitif,

La Communauté de Communes sollicite auprès de l'Etat, de la Caisse d'Allocations Familiales, de la Région Grand Est et du Département de Meurthe et Moselle une subvention pour rénovation et extension du multi-accueil Les Ptits Mousses à Blainville sur l'Eau.

Compte tenu des aides possibles et de l'estimation des dépenses, le plan de financement sera le suivant :

DEPENSES	HT	RECETTES	total budget	HT
Travaux	713 870 €	Subventions	80%	696 898 €
LOT 01 – VRD - Gros Œuvre - Espace vert	184 570 €			
LOT 02 - Charpente - Ossature bois	75 276 €	Etat	28%	246 788 €
LOT 03 - Couverture - Etanchéité - Bardage	48 335 €			
LOT 04 - ITE	12 096 €	CAF	20%	177 600 €
LOT 05 - Menuiseries extérieures - Serrurerie	58 170 €			
LOT 06 - Plâtrerie - Isolation	54 479 €	Région	23%	200 000 €
LOT 07 - Menuiseries intérieures bois	47 484 €			
LOT 08 - Electricité	54 545 €	Département	8%	72 511 €
LOT 09 - Plomberie - Sanitaire - Chauffage - VMC	94 212 €			
LOT 10 - Sols durs - Faïence	16 245 €			
LOT 11 - Sols souples - Peinture	24 886 €			
LOT 12 - Equipement cuisine	19 400 €			
Options lot 3, lot 6 et lot 7	24 172 €			
Honoraires MOE - 10,5%	74 956 €	CC3M	20%	170 494 €
Etudes de sol	5 550 €	CC3M	20%	170 494 €
Amiante/Plomb	1 345 €			
Géomètre	830 €			
Contrôle technique	4 350 €			
SPS	3 574 €			
Matériel pédagogique et mobilier	56 079 €			
Assurance DO	6 838 €			
Total	867 392 €	Total	100%	867 392 €

Ceci étant exposé, il est demandé au Conseil Communautaire :

- D'APPROUVER le projet et le plan de financement qui lui sont présentés ;
- D'AUTORISER le Président à solliciter une subvention auprès de :
 - L'Etat pour un montant de 246 788 €
 - La CAF 54 pour un montant de 177 600 €
 - La Région Grand Est pour un montant de 200 000 €
 - Du Département de Meurthe et Moselle pour un montant de 72 511 €
- S'ENGAGER à prendre à sa charge le différentiel en cas de non attribution des montants de subventions sollicitées ;
- DONNER pouvoir au Président pour signer tous les documents et avenants afférents à cette décision.

Délibération adoptée à l'unanimité.

DELIBERATION n° 009/2022 – PETITE ENFANCE
Lancement d'un marché public pour la rénovation et l'extension du Multi-accueil Les Ptits Mousses

Vu les statuts de la Communauté de Communes Meurthe Mortagne Moselle,
 Vu les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales,
 Vu l'article R423-1 du Code de l'Urbanisme,
 Vu le rapport de la visite technique du multi-accueil Les Ptits Mousses à Blainville sur l'Eau en date du 9 janvier 2020 de la Protection Maternelle et Infantile, mettant en évidence la vétusté des locaux et la nécessité de les rénover et de les repenser pour rendre l'usage du bâtiment plus fonctionnel,
 Vu la délibération n° 83/2021 en date du 30 juin 2021 relative au lancement de la procédure de recrutement d'un maître d'œuvre pour la réhabilitation et l'extension du multi-accueil Les Ptits Mousses,

Vu la délibération n°138/2021 en date du 15 décembre 2021 relative à l'approbation de l'Avant-Projet Sommaire – Rénovation et extension du multi-accueil Les Ptits Mousses à Blainville sur l'Eau,
Vu la délibération n°05/2022 en date du 26 janvier 2022 relative à l'approbation de l'Avant-Projet Définitif – Rénovation et extension du multi-accueil Les Ptits Mousses à Blainville sur l'Eau,
Vu la délibération n°06/2022 en date du 26 janvier 2022 relative à l'autorisation du Président à procéder au dépôt du permis de construire pour la rénovation et l'extension du multi-accueil Les Ptits Mousses à Blainville sur l'Eau,
Vu la délibération n°07/2022 en date du 26 janvier 2022 relative à l'autorisation à signer la convention relative à la gestion des Certificats d'Economies d'Energie dans le cadre du projet de la rénovation et l'extension du multi-accueil Les Ptits Mousses à Blainville sur l'Eau,
Vu la délibération n°08/2022 en date du 26 janvier 2022 relative à la demande de subventions au titre de la DSIL, à la Caisse d'Allocations Familiales, à la Région Grand Est et au Département de Meurthe et Moselle pour la rénovation et l'extension des Ptits Mousses à Blainville sur l'Eau,

Le Conseil Communautaire s'est prononcé sur l'Avant-Projet Définitif, sur l'autorisation de dépôt d'un permis de construire ainsi que sur le plan de financement de la rénovation et l'extension du multi-accueil Les Ptits Mousses à Blainville sur l'Eau,

Il y a donc lieu de procéder à la consultation d'entreprises pour la construction de l'équipement.

Ceci étant exposé, il est proposé au Conseil Communautaire :

- D'AUTORISER le Président à lancer une consultation d'entreprises pour la rénovation et l'extension du multi-accueil Les Ptits Mousses à Blainville sur l'Eau,
- DONNER pouvoir au Président pour signer tous les documents afférents à cette décision,
- DONNER pouvoir au Président pour signer tous les futurs avenants liés à ce marché public.

Délibération adoptée à l'unanimité.

DELIBERATION n° 010/2022 – **PETITE ENFANCE**
Signature de la Convention définissant les modalités du concours du médecin pour le Multi-accueil Frimousse à Gerbéviller

Vu l'article R.2324-39 du Code de la Santé Publique,
Vu la délibération n°73/2018 en date du 29 mai 2018 relative à la signature de conventions de modalité de concours d'un médecin spécialisé auprès des multi-accueils Mirabel'Ange, Bergamote, Ptits Mousses et Les Loupiots,
Vu la délibération n°160/2020 en date du 9 décembre 2020 relative à la reconduction des conventions « médecins des multi-accueils »,
Pour répondre aux obligations de surveillance, d'assistance et de promotion médicale au sein de ses multi-accueils prévues par le Code de la Santé Publique, la Communauté de Communes Meurthe Mortagne Moselle a signé des conventions avec des médecins généralistes.

La convention avec le Docteur Pierre JACQUOT (Chanteheux) relative au multi-accueil Frimousse est arrivée à échéance le 31 décembre 2021.

Il est proposé aux membres du Conseil Communautaire d'autoriser le Président à signer une convention avec le Docteur Alexandre PONCY, futur médecin de la Maison de Santé Pluridisciplinaire à Gerbéviller pour une durée de 3 ans.

Ceci étant exposé, il est proposé au Conseil Communautaire :

- DE VALIDER la convention définissant les modalités du concours auprès du multi-accueil Frimousse, jointe en annexe à la présente délibération,
- D'AUTORISER le Président à signer la convention susmentionnée,
- DONNER pouvoir au Président pour signer tous les documents afférents à cette décision ainsi que toute décision concernant les avenants de la convention.

Délibération adoptée à l'unanimité.

DELIBERATION n° 011/2022 – **ASSAINISSEMENT**
Désignation des élus représentants de la CC3M au sein du SDAA54

Considérant l'arrêté préfectoral en date du 2 novembre 2021 relatif au transfert de la compétence assainissement à la Communauté de Communes Meurthe Mortagne Moselle,
Considérant l'article L.5214-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Communauté de Communes Meurthe Mortagne Moselle est substituée au sein du Syndicat Départemental d'Assainissement Autonome 54 aux communes qui en sont membres,

Considérant l'article L.5711-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, lorsqu'un Etablissement Public de Coopération Intercommunale se substitue à tout ou partie de ses communes membres au sein d'un syndicat, cet établissement est représenté par un nombre de délégués égal au nombre de délégués dont disposaient les communes avant substitution.

Parmi les 34 communes pour lesquelles la Communauté de Communes Meurthe Mortagne Moselle exerce la compétence assainissement, 30 communes sont membres du SDAA54 au 31 décembre 2021.

Il convient donc de désigner 30 représentants titulaires et 30 représentants suppléants au SDAA54.

Membres titulaires :

BARBONVILLE :	Sylvie HONGNIAT
BAYON :	Damien CUNAT
BORVILLE :	Séverine VILLAUME
BREMONCOURT :	Maurice HERIAT
CHARMOIS :	Hervé MARCILLAT
CLAYEURES :	Christian CENDRE
CREVECHAMPS :	Sébastien NICOLAS
DOMPTAIL EN L'AIR :	Marie Christine ALBRECHT
ESSEY LA COTE :	Denis FERRY
EINVAUX :	Renaud NOEL
FROVILLE :	Patrick MORAND
GERBEVILLER :	Noel MARQUIS
GIRIVILLER :	Francis ROCH
LANDECOURT :	Jean Marie GASSMANN
LOREY :	Joffrey BAGARD
LOROMONTZEY :	Pascal DIDIER
MATTEKEY :	Rémi VUILLAUME
MEHONCOURT :	Thierry MERCIER
MORIVILLER :	Gérard GEOFFROY
ROMAIN :	Linda KWIECIEN
ROZELIEURES :	Vincent COTTEL
SAINT BOINGT :	Marie MARTIN
SAINT GERMAIN :	Nicolas GERARD
SAINT MARD :	Daniel BARTHELEMY
SAINT REMY AUX BOIS :	André VIGNERON
SERANVILLE :	Pascale MALGLAIVE
VELLE SUR MOSELLE :	Laurent LECOMTE
VENNEZEY :	Dominique WEDERHAKE
VIGNEULLES :	Daniel BILLIOTTE
VIRECOURT :	Yves THIEBAUT

Membres suppléants :

BARBONVILLE :	Michel JOUFFROY
BAYON :	Thomas RAULIN
BORVILLE :	Gérard EURIAT
BREMONCOURT :	Nicolas GEGOUT
CHARMOIS :	Gérard RICHARD
CLAYEURES :	Michel BROCHERAY
CREVECHAMPS :	Denis MARIN
DOMPTAIL EN L'AIR :	Alexandre HINZELIN
ESSEY LA COTE :	Sébastien LITAIZE
EINVAUX :	Benoit LARIQUE
FROVILLE :	Nelly PICOT
GERBEVILLER :	Daniel GERARDIN
GIRIVILLER :	Olivier SIMON
LANDECOURT :	Jean Marie PETIT
LOREY :	Xavier TREVILLOT
LOROMONTZEY :	Corentin JEROME
MATTEKEY :	Jean Luc DENIS
MEHONCOURT :	Elsa BRETON
MORIVILLER :	Michel CUNCHE
ROMAIN :	Dominique LEMOINE
ROZELIEURES :	Sabine DUPIC

SAINT BOINGT :	Aurélie THOMAS
SAINT GERMAIN :	Bruno GERARDIN
SAINT MARD :	Pierre BERGE
SAINT REMY AUX BOIS :	Nathalie CHIARAVITA
SERANVILLE :	Anne Marie HOUBRE
VELLE SUR MOSELLE :	Evelyne MATHIS
VENNEZEY :	Nicolas BALLAND
VIGNEULLES :	Philippe DANIEL
VIRECOURT :	Jean Louis MARIN

Ceci étant exposé, il est proposé au Conseil Communautaire :

- DE DESIGNER représentants de la CC3M auprès du Syndicat Départemental d'Assainissement Autonome (SDAA54) les conseillers ci-dessus nommés.

Délibération adoptée à l'unanimité.

DELIBERATION n° 012/2022 – ASSAINISSEMENT
Maîtrise d'ouvrage des études assainissement lancées par les communes avant le transfert de compétence

Considérant l'arrêté préfectoral en date du 2 novembre 2021 relatif au transfert de la compétence assainissement à la Communauté de Communes Meurthe Mortagne Moselle,
 Conformément à la délibération du Conseil Communautaire n° 67/2021 en date du 30 juin 2021 précisant que les 12 communes (Borville, Brémoucourt, Clayeures, Domptail en l'Air, Einvaux, Essey la Côte, Froville, Lorey, Lormontzey, Moriviller, Saint Boingt et Saint Mard) ayant engagé une étude d'assainissement s'engagent à financer le reste à charge de l'étude en cours,

L'étude d'assainissement comprend :

- L'assistance à maîtrise d'ouvrage (MMD54),
- Les missions de maîtrise d'œuvre jusqu'à la validation du projet (PRO),
- Les études complémentaires : études eaux claires parasites, inspections télévisuelles des réseaux, levées topographiques, études géotechniques,
- L'établissement du dossier Loi sur l'Eau,
- La validation du zonage d'assainissement, le cas échéant,
- Toute autre étude nécessaire à la validation du projet.

Considérant ces éléments, les subventions de l'Agence de l'Eau Rhin Meuse relatives à ces études seront perçues par les communes.

Ceci étant exposé, il est proposé au Conseil Communautaire de :

- VALIDER les modalités de maîtrise d'ouvrage des études d'assainissement telles que définies ci-dessus.

Délibération adoptée à l'unanimité.

DELIBERATION n° 013/2022 – ASSAINISSEMENT
Maîtrise d'ouvrage des travaux d'assainissement lancées par les communes avant le transfert de compétence

Considérant l'arrêté préfectoral en date du 2 novembre 2021 relatif au transfert de la compétence assainissement à la Communauté de Communes Meurthe Mortagne Moselle,

Considérant les travaux d'assainissement collectif engagés par les communes de Rozelieures, Vennezey et Méhoncourt,

Considérant que les communes garderont la maîtrise d'ouvrage de ces travaux jusqu'à la réception des ouvrages et validation par un laboratoire de contrôle de la conformité de la station de traitement,

Considérant ces éléments, les subventions de l'Agence de l'Eau Rhin Meuse relatives à ces travaux seront perçues par les communes.

Ceci étant exposé, il est proposé au Conseil Communautaire de :

- VALIDER les modalités de maîtrise d'ouvrage des études d'assainissement telles que définies ci-dessus.

Délibération adoptée à l'unanimité.

DELIBERATION n° 014/2022 – ASSAINISSEMENT
**Conventions de délégation de compétence entre la CC3M et les communes de Barbonville, Crevechamps,
Haussonville, Remenoville, Velle sur Moselle et Vennezey**

Vu la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique, notamment son article 14,

Considérant qu'aux termes de l'article L.5214-16 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Communauté de Communes peut déléguer, par convention, tout ou partie de la compétence Assainissement à l'une de ses communes membres.

La compétence déléguée est exercée au nom et pour le compte de la Communauté de Communes délégante. La convention, conclue entre les parties et approuvée par leurs assemblées délibérantes, précise la durée de la délégation et ses modalités d'exécution. Elle définit les objectifs à atteindre en matière de qualité du service rendu et de pérennité des infrastructures ainsi que les modalités de contrôle de la communauté de communes délégante sur la commune délégataire. Elle précise les moyens humains et financiers consacrés à l'exercice de la compétence déléguée.

Ceci étant exposé, il est proposé aux Conseil Communautaire de :

- VALIDER le modèle de convention joint à la présente délibération,
- AUTORISER le Président à signer des conventions de délégation de la compétence assainissement avec les communes suivantes : Barbonville, Crevechamps, Haussonville, Remenoville, Velle sur Moselle et Vennezey,
- PRECISE que ces conventions seront signées pour une durée d'un an du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2022 et pourront être prolongées d'une année par décision expresse.

Délibération adoptée à l'unanimité.

DELIBERATION n° 015/2022 – ASSAINISSEMENT
Groupement de commandes pour la réalisation des analyses normalisées

Considérant que dans le cadre de l'assistance technique réglementaire (ATR), le Département va renouveler le marché d'analyses normalisées sous la forme d'un groupement de commandes,

Considérant l'avis favorable du bureau de la CC3M réuni en séance du 13 octobre 2021,

Ceci étant exposé, il est proposé aux Conseil Communautaire de :

- VALIDER la participation de la CC3M au groupement de commandes porté par le Département pour la réalisation des analyses normalisées,
- AUTORISER le Président à signer la convention signée annexée à la présente délibération ainsi que tout document administratif, juridique et financier relatif à ce dossier.

Délibération adoptée à l'unanimité.

DELIBERATION n° 016/2022 – ASSAINISSEMENT
Assistance à maîtrise d'ouvrage pour le suivi des travaux d'assainissement sur la commune de Giriviller

Considérant qu'au transfert de compétence la CC3M a repris les contrats d'assistance à maîtrise d'ouvrage liant Meurthe et Moselle Développement (MMD54) et les communes en cours d'étude assainissement,

Considérant que le contrat liant la commune de Giriviller et MMD54 avait été soldé à la validation du projet d'assainissement,

Il convient de signer un nouveau contrat d'assistance à maîtrise d'ouvrage avec MMD54 pour le suivi des travaux sur la commune de Giriviller,

L'ensemble des prestations est estimé à 532.00 € HT hors options, 1 212.00 € HT toutes options comprises.

Ceci étant exposé, il est proposé aux Conseil Communautaire de :

- SOLLICITER l'assistance à maîtrise d'ouvrage auprès de MMD54 pour le suivi des travaux d'assainissement sur la commune de Giriviller,
- AUTORISER le Président à signer le contrat annexé à la présente délibération ainsi que tout document administratif, juridique et financier relatif à ce dossier.

Délibération adoptée à l'unanimité.

DELIBERATION n° 017/2022 – ASSAINISSEMENT

Convention d'utilisation de la station d'assainissement de Gerbéviller par la Communauté de Communes du Territoire de Lunéville à Baccarat (CCTLB)

Considérant le co-financement des travaux de création de la station de traitement des eaux usées entre les communes de Gerbéviller et Haudonville,

Considérant le raccordement actuel des réseaux d'assainissement de la commune d'Haudonville à la station de traitement des eaux usées de Gerbéviller,

Considérant la convention d'utilisation de la station de traitement des eaux usées de Gerbéviller par la CCTLB en date du 27 février 2020,

Considérant la prise de compétence Assainissement de la CC3M au 1^{er} janvier 2022,

Il convient de fixer par convention les conditions administratives, techniques et financières du traitement des eaux usées de la commune d'Haudonville, comme du territoire de la CCTLB, par la station d'épuration de la commune de Gerbéviller, commune du Territoire de la CC3M.

La convention entre en vigueur avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2022 et est conclue pour une durée de 10 ans.

Ceci étant exposé, il est proposé aux Conseil Communautaire de :

- AUTORISER le Président à signer la convention d'utilisation de la station d'assainissement de Gerbéviller par la Communauté de Communes du Territoire de Lunéville à Baccarat annexée à la présente.

Délibération adoptée à l'unanimité.

DELIBERATION n° 018/2022 – ASSAINISSEMENT

Adhésion à la médiation de l'Eau

Vu la loi n° 2014-344 du 17 mars 2014 dite « loi consommation »,

Vu le livre VI du code de la consommation relatif au règlement des litiges – titre 1^{er} – Médiation,

La médiation de l'eau, créée en octobre 2009, est un dispositif de médiation de la consommation qui permet de faciliter le règlement amiable des litiges de consommation se rapportant à l'exécution du service public de distribution d'eau et/ou d'assainissement des eaux usées, opposant un consommateur et son service d'eau ou d'assainissement situé en France Métropolitaine et Outre Mer.

La convention a pour objet d'établir les engagements réciproques de la Médiation de l'eau et le Service Public d'Assainissement Collectif de la Communauté de Communes Meurthe Mortagne Moselle afin de permettre aux abonnés de Service Public d'Assainissement Collectif de la Communauté de Communes Meurthe Mortagne Moselle de recourir aux services de la Médiation de l'Eau et de préciser les conditions dans lesquelles les prestations sont rendues par la Médiation de l'Eau.

Le Médiateur de l'Eau satisfait aux exigences de qualité et remplit les conditions prévues à l'article L.613-1 du Code de la Consommation et figure sur la liste des Médiateurs notifiée à la Commission Européenne par la Commission d'Evaluation et de Contrôle de la médiation de la consommation.

Ainsi, le médiateur de l'eau garantit au consommateur le respect de certains critères de qualité tels que : diligence, compétence, indépendance, impartialité, transparence, efficacité et équité.

En passant cette convention avec la Médiation de l'Eau, la Communauté de Communes Meurthe Mortagne Moselle, responsable et gestionnaire du service public de l'assainissement collectif sur les communes de Barbonville, Bayon, Borville, Brémoucourt, Charmois, Clayeures, Crevechamps, Domptail en l'Air, Einvaux, Essey la Côte, Froville, Gerbéviller, Giriviller, Haigneville, Haussonville, Landécourt, Lorey, Loromontzey, Mattexey, Méhoncourt, Moriviller, Remenoville, Romain, Rozelieures, Saint Boingt, Saint Mard, Saint Remy aux Bois, Seranville, Velle sur Moselle, Vennezey, Vigneulles, Villacourt, garantit à tout consommateur relevant du service, le recours à un dispositif de règlement amiable des litiges prévus par le Code de la Consommation.

La convention est conclue pour une durée indéterminée.

Pour l'année 2022 :

- Le nombre d'abonnés au service public d'assainissement collectif est de 2 766 au 01/01/2022
- Le montant de l'abonnement sera de 300 € HT,
- Le barème des prestations applicable est annexé.

Ceci étant exposé, il est proposé au Conseil Communauté :

- D'AUTORISER le Président à signer la convention de partenariat et de prestation de services avec la Médiation de l'eau annexée à la présente délibération, ainsi que toutes les pièces consécutives à son exécution ;
- D'IMPUTER les dépenses correspondantes au budget Assainissement Collectif.

Délibération adoptée à l'unanimité.

DELIBERATION n° 019bis/2022 – ASSAINISSEMENT
Autorisation délivrée au Président d'ester en justice – annule et remplace la délibération n°19/2022

Considérant la délibération n°68 bis/2020 instituant les domaines pour lesquels une délégation de pouvoir du Conseil Communautaire est accordée au Président,

Considérant l'arrêté préfectoral en date du 2 novembre 2021, autorisant le transfert de la compétence assainissement des communes vers la Communauté de Communes Meurthe Mortagne Moselle.

Le Président rappelle que des désordres ont été constatés sur la station de traitement des eaux usées de la Commune d'Haussonville. Ces désordres font suite à des travaux publics effectués conformément aux indications prescrites par la société IRH ingénieur conseil, recrutée en qualité de maître d'œuvre pour lesdits travaux.

Les désordres affectent les membranes installées sur la station de traitement dont les travaux ont été réceptionnés en mars 2012. Les membranes sont percées par les roseaux, ce qui engendre des problèmes d'étanchéité. Ce défaut de construction est directement lié au type de matériau demandé par le maître œuvre IRH ingénieur conseil.

Ainsi, une procédure contentieuse doit être lancée sans attendre contre IRH ingénieur conseil, avant la fin de la garantie décennale le 27 mars 2022.

Le Maire d'Haussonville était précédemment entré en contact avec le cabinet LEBON et ASSOCIES, Avocats à la Cour, 21 rue St Dizier 54000 NANCY. La CC3M introduira son action en justice avec le Cabinet LEBON et ASSOCIES en qualité de Conseil.

Ceci étant exposé, il est proposé au Conseil Communauté :

- D'AUTORISER le Président à ester en justice à l'encontre de la société IRH Ingénieur Conseil, AXA France IARD (assureur RC de la Sté IRH), ALLIANZ IARD (assureur RD de la Sté IRH), de la Société SAUR, de GENERALI (assureur de la Sté SAUR), des Ets FERSTER et de SWISSLIFE (assureur des Ets FERSTER),
- D'AUTORISER le Président à ester en justice pour les procédures en référé,
- D'AUTORISER le Président à ester en justice pour les procédures au fond,
- D'AUTORISER le Président à mandater le cabinet d'avocats LEBON et ASSOCIES, pour représenter la CC3M devant toutes les juridictions et pour tous types de procédures,
- D'AUTORISER le Président à signer tous documents afférents à cette décision.

Délibération adoptée à l'unanimité.

DELIBERATION n° 020/2022 – ORDURES MENAGERES
Convention de partenariat pour la mise en place d'un site pilote de compostage partagé sur un espace privé

Vu la loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte (loi TECV),
 Vu la loi n°2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire (loi AGECL),
 Vu la délibération n°98/2021 relative à la mise en place d'un Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés 2022/2027 sur la CC3M,

A la maison comme au jardin, les foyers produisent des déchets organiques (épluchures, tontes de gazon, feuilles mortes, tailles de haies...) communément appelés « biodéchets ». Ces biodéchets peuvent être présents à hauteur de 30 % du contenu de la poubelle d'ordures ménagères. Leur compostage est une solution permettant de maîtriser le coût de gestion des déchets des ménages tout en étant également une approche naturelle favorisant un retour au sol des matières organiques.

La loi relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire (dite loi AGECL) du 10 février 2020 fixe un objectif de généralisation du tri à la source des biodéchets à tous au 31 décembre 2023.

La Communauté de Communes accompagne déjà les foyers individuels dans l'acquisition de composteur. Désormais, la CC3M souhaite accompagner la création de sites de compostage partagé à destination des habitats collectifs afin de respecter les objectifs réglementaires et les objectifs de son Plan Local de Prévention.

La convention proposée concerne l'installation et la gestion, sous la responsabilité du bailleur, d'un site pilote de compostage partagé. On entend par site pilote, le 1^{er} espace de compostage partagé initié par la CC3M en partenariat avec un bailleur. Le site est destiné à recevoir uniquement les déchets de cuisine et les déchets verts des utilisateurs.

Un site de compostage partagé est un espace qui suppose une implication forte des participants ainsi qu'une concertation et une coopération entre les partenaires tout au long du projet.

Cette démarche fait suite à plusieurs rencontres avec le bailleur ICF Habitat qui souhaite inscrire ce projet dans une réflexion plus globale d'aménagement de ses espaces extérieurs tout en permettant aux habitants d'agir de manière concrète sur la gestion de leurs déchets.

Ceci étant exposé, il est proposé au Conseil Communauté :

- DE VALIDER la convention de partenariat, jointe en annexe de la présente délibération, pour la mise en place d'un site pilote de compostage partagé sur un espace privé avec le bailleur ICF Habitat, sis 15 rue de Lorraine – 54360 DAMELEVIERES, pour une durée de 2 ans.
- DE DONNER pouvoir au Président pour signer tous les documents afférents à cette décision.

Délibération adoptée à l'unanimité.

DELIBERATION n° 021/2022 – ORDURES MENAGERES
Prolongation des conventions de collecte séparée des Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques ménagers (DEEE ménagers) et des lampes

Vu la délibération n°11/2021 relative à la signature de la convention de collecte séparée des Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques ménagers 2021,

Vu la délibération n°12/2021 relative à la signature de la convention des lampes usagées collectées par les communes et EPCI pour 2021,

Vu l'arrêté conjoint du Ministère de la transition écologique, du Ministère de l'intérieur et du Ministère de l'économie, des finances et de la relance, en date du 13 décembre 2021, prolongeant l'agrément de la société OCAD3E jusqu'au 1^{er} juillet 2022,

La société OCAD3E est l'organisme coordonnateur pour la filière de Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques ménagers.

En date du 23 décembre 2020, elle a été agréée, en cette qualité, en renouvellement de ses précédents agréments, par arrêté conjoint de la Ministre de la Transition Ecologique, du Ministre de l'Economie, des finances et de la relance et de la Ministre de la Cohésion des Territoires et des relations avec les collectivités territoriales, pour une durée d'un an, prenant fin le 31 décembre 2021.

L'agrément de la société OCAD3E a été prolongé jusqu'au 1^{er} juillet 2022, par arrêté conjoint du Ministère de la Transition Ecologique, du Ministère de l'intérieur et du Ministère de l'Economie, des finances et de la relance, en date du 13 décembre 2021.

Les conventions signées entre la collectivité et OCAD3E (collecte séparée des Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques ménagers et convention relative aux lampes usagées collectées par les communes et EPCI) ont été conclues pour une durée de six ans, à effet du 1^{er} janvier 2021. A noter que les conventions prendront fin de plein droit avant leur échéance normale, en cas de retrait par les pouvoirs publics ou en cas d'arrivée à son échéance de l'agrément d'OCAD3E.

Conformément à la durée de prorogation de l'agrément d'OCAD3E, les conventions précitées seront également prolongées jusqu'au 1^{er} juillet 2022.

Ceci étant exposé, il est proposé au Conseil Communauté :

- DE VALIDER la reconduction des conventions des collectes séparées des Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques ménagers et des lampes usagées avec OCAD3E pour une durée allant au minimum jusqu'au 1^{er} juillet 2022 et au plus tard pour une durée de 5 ans à compter du 1^{er} janvier 2022 dans le cas où l'agrément de l'organisme serait à nouveau prolongé jusqu'à la fin des conventions précitées.
- DE DONNER pouvoir au Président pour signer tous les documents afférents à cette décision.

Délibération adoptée à l'unanimité.

DELIBERATION n° 022/2022 – ECONOMIE
Aménagement de la Zone d'Activités Economique (ZAE) du Douaire Saint Aignan -modification du montant de la demande de subvention DETR

Vu les statuts de la Communauté de Communes Meurthe Mortagne Moselle,
 Vu les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT),
 Vu l'article L.1111-10 du CGCT,

Pour modification de la délibération n°79/2021 prise lors du Conseil Communautaire du 30 juin 2021 et de la délibération n°92/2021 pris lors du Conseil Communautaire du 22 septembre 2021,

La Communauté de Communes sollicite auprès de l'Etat une Dotation d'Equipeement des Territoires Ruraux (DETR) pour l'aménagement de la Zone d'Activités Economique du Douaire Saint Aignan située à Blainville sur l'Eau. Les aménagements permettront de continuer à accueillir des entreprises sur la Zone d'Activité, au travers de l'agrandissement de la voirie, la création d'une zone de retournement, la viabilisation des terrains disponibles (réseaux secs et humides), l'assainissement, les trottoirs, l'éclairage public et la sécurité incendie.

Il est rappelé que la participation minimale de la Collectivité territoriale « maître d'ouvrage » doit être au minimum de 20 % du montant total des dépenses éligibles retenues par le ou les financeurs.

Le coût des travaux étant en hausse, il convient de modifier la délibération n°92/2021 prise par le Conseil Communautaire du 22 septembre 2021 afin de s'approcher au mieux des coûts réels.

Compte tenu des aides possibles et de l'estimation des dépenses, le nouveau plan de financement est le suivant :

LOTS DE TRAVAUX	DEPENSES € HT	RECETTES
Travaux préparatoires	3 494,41	DETR : 109 663,89 € (40%)
Terrassement	16 580,84	
Voirie et Trottoirs semi définitifs	80 548,63	
Assainissement et viabilisation des parcelles	59 120,22	
Eau potable et défense incendie	25 154,40	Autofinancement : 164 495,83 € (60%)
Voirie et trottoirs définitifs dont éclairage public	38 739,89	
Réseaux secs	34 191,33	
MOE architecte	8 500,00	
Géomètre	630,00	
Etude de sol géotechnique G1	2 400,00	
Etude de sol géotechnique G2 pro	2 000,00	
BE dossier Loi sur l'Eau	2 800,00	
TOTAL € HT	274 159,72	274 159,72

Ceci étant exposé, il est proposé au Conseil Communauté :

- **D'APPROUVER** le projet et le nouveau plan de financement qui lui sont présentés,
- **D'AUTORISER** le Président à solliciter une subvention auprès de la DETR pour un montant de 109 663,89 €,
- **DE S'ENGAGER** à prendre à sa charge le différentiel en cas de non attribution du montant de subvention sollicitée,
- **DE DONNER** pouvoir au Président pour signer tous les documents afférents à cette décision.

Délibération adoptée à l'unanimité.

Vu l'article L5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Considérant la délibération n°70/2021 du Conseil Communautaire en date du 30 juin 2021 validant l'adhésion au programme Petites Villes de Demain.

Considérant que la Communauté de Communes Meurthe Mortagne Moselle et les communes de Blainville-sur-l'Eau et de Damelevières ont signé la convention d'adhésion au programme Petites Villes de Demain le 5 octobre 2021.

Le programme Petites Villes de demain vise à revitaliser les communes de moins de 20 000 habitants en actionnant des leviers dans les domaines de l'habitat et du commerce.

Au vu du diagnostic habitat réalisé par les services de la CC3M mettant en avant les faiblesses du parc habitat, dont :

- Une vacance résidentielle élevée dans les bourgs-centre et certaines communes rurales
- Un vieillissement du parc
- Une inadaptation des logements face à la réduction de la taille des ménages

une étude pré-opérationnelle d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) doit être menée sur l'ensemble du territoire. Cette étude comprendra un zoom sur les particularités des communes de Blainville sur l'Eau, Damelevières, Gerbéviller et Bayon.

L'étude pré-opérationnelle permettra de définir avec précision les difficultés rencontrées par le parc immobilier intercommunal et proposera différents biais d'intervention pour remédier à ces difficultés. L'étude pré-opérationnelle a pour vocation la définition de stratégies d'intervention opérationnelle afin d'améliorer le parc immobilier local.

La mise en place d'une étude pré-opérationnelle d'OPAH bénéficie de subventions de :

- 50 % par l'ANAH,
- 25 % par la Banque des Territoires.

Le coût total de cette étude est estimé entre 50 000 € et 60 000 €.

Considérant la nécessaire passation d'un marché public pour engager un prestataire afin de mener l'étude pré opérationnelle d'OPAH,

Il est proposé au conseil communautaire :

- **D'AUTORISER** le Président à lancer une procédure de marché public pour l'étude pré-opérationnelle d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH),
- **D'AUTORISER** le Président à solliciter les subventions auprès l'ANAH et de la Banque des Territoire,
- **D'AUTORISER** le Président à signer tous les documents s'y affèrent dont les futurs avenants.

Délibération adoptée à l'unanimité.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales en ses articles L.1524-5 et L.1531-1,

Vu les statuts et le pacte d'actionnaires de la société SPL-XDemat,

Vu le rapport de gestion du Conseil d'Administration,

Par délibération en date du 29 mai 2018, notre Conseil Communautaire a décidé de devenir actionnaire de la société SPL-XDemat créée en février 2012 par les Départements des Ardennes, de l'Aube, et de la Marne, afin de bénéficier des outils de dématérialisation mis à disposition comme Xmarchés, Xactes, Xelec, Xparaph, Xconvoc....

A présent, il convient d'examiner le rapport de gestion du Conseil d'Administration de la société.

Par décision du 9 mars 2021, le Conseil d'Administration de la société a approuvé les termes de son rapport de gestion sur les opérations de l'exercice clos le 31 décembre 2020 et donc l'activité de SPL-XDemat au cours de sa neuvième année d'existence, en vue de sa présentation à l'Assemblée Générale.

Cette dernière, réunie le 7 juin dernier a été informée des conclusions de ce rapport et a approuvé à l'unanimité les comptes annuels de l'année 2020 et les opérations traduites dans ces comptes.

En application des articles L.1524-5 et L.1531-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, il convient que l'assemblée délibérante de chaque actionnaire examine à son tour le rapport de gestion du Conseil d'Administration.

Cet examen s'inscrit également dans l'organisation mise en place par la Société SPL-XDemat pour permettre aux actionnaires d'exercer sur elle, collectivement et individuellement, un contrôle similaire à celui qu'ils exercent sur leurs propres services, appelé contrôle analogue, constituant l'un des principes fondateurs des SPL. Le rapport de gestion, présenté ce jour, fait apparaître un nombre d'actionnaires toujours croissant (2 705 au 31 décembre 2020), un chiffre d'affaires de 1 433 158€, en très nette progression, et un résultat exceptionnel de 279 092€ affecté en totalité au poste « autres réserves », porté à 462 004 €. Ce résultat exceptionnel s'explique par un nombre toujours croissant de collectivités actionnaires de la société, la vente sans précédent de plus de 2 500 certificats électroniques en 2020 (au lieu de 600 à 900 en moyenne) et par la mise en place d'une nouvelle organisation pour la gestion de l'assistance.

Ceci étant exposé, il est proposé au Conseil Communauté :

- **D'APPROUVER** le rapport de gestion du Conseil d'Administration figurant en annexe,
- **DE DONNER** acte au Président de cette communication.

Délibération adoptée à l'unanimité.

DELIBERATION n° 025/2022 – FONCTIONNEMENT

Société Publique Locale SPL-XDemat : Approbation de la répartition du capital social de la société publique locale dénommée SPL-XDemat en 2021

La société publique locale dénommée SPL-Xdemat, a été créée le 27 février 2012 par les Départements de l'Aube, des Ardennes et de la Marne, en vue de fournir à ses actionnaires, des prestations liées à la dématérialisation.

Depuis, notre collectivité a adhéré à la société ainsi que les Départements de la Haute-Marne, de l'Aisne, de la Meuse, des Vosges, et de Meurthe-et-Moselle, ainsi que la Région Grand Est, de nombreuses communes et plusieurs groupements de collectivités situés sur le territoire des 8 départements.

Début mars 2021, SPL-Xdemat comptait 2 755 actionnaires.

Chaque année, conformément à l'article 225-100 du code du commerce, l'Assemblée générale de la société doit se réunir avant fin juin, pour approuver les comptes de l'année précédente et affecter le résultat, après présentation des rapports du Commissaire aux comptes.

À l'occasion de cette réunion, d'autres points peuvent lui être présentés tels qu'un point sur les mandats des administrateurs ou l'adoption d'une nouvelle version du règlement intérieur.

Depuis l'an passé, il a été décidé d'ajouter à ces points, l'examen de la répartition du capital social suite aux adhésions et sorties intervenues depuis la dernière assemblée.

En effet, tout au long de l'année, de nouvelles collectivités locales ou de nouveaux groupements de collectivités souhaitent devenir actionnaires de la société et achètent à ce titre une action de la société, modifiant la répartition de son capital social. Il arrive également que certains actionnaires décident de sortir de la société et revendent leur action, suite à leur disparition administrative ou faute d'utilisation des outils mis à leur disposition.

Ainsi, depuis le 1^{er} janvier 2020, 377 actions ont été vendues à des collectivités ou groupements de collectivités pour leur entrée au sein de SPL-Xdemat et 108 ont été rachetées pour permettre à 9 actionnaires (dont la Région Grand Est) d'en sortir. Ces transferts d'actions ont eu pour conséquence de modifier la répartition du capital social. Le capital social, divisé en 12 838 actions, est désormais réparti comme suit :

- le Département de l'Aube : 6 563 actions soit 51,12 % du capital social,
- le Département de l'Aisne : 873 actions soit 6,80 % du capital social,
- le Département des Ardennes : 330 actions soit 2,57 % du capital social,
- le Département de la Marne : 569 actions soit 4,43 % du capital social,
- le Département de la Haute-Marne : 293 actions soit 2,28 % du capital social,
- le Département de Meurthe-et-Moselle : 447 actions soit 3,48 % du capital social,
- le Département de la Meuse : 530 actions soit 4,13 % du capital social,
- le Département des Vosges : 476 actions soit 3,71 % du capital social,
- les communes et groupements de communes : 2 757 actions soit 21,48 % du capital social.

Cette nouvelle répartition détaillée dans la liste des actionnaires annexée à la présente, sera soumise à l'approbation de l'Assemblée générale.

Or, selon l'article L. 1524-1 du Code général des collectivités territoriales, applicable aux sociétés publiques locales, « à peine de nullité, l'accord du représentant d'une collectivité territoriale (...) sur la modification portant sur (...) la composition du capital (...) ne peut intervenir sans une délibération préalable de son assemblée délibérante approuvant la modification ».

Il convient donc d'approuver la nouvelle répartition du capital social de la société SPL-Xdemat et d'autoriser le représentant de la collectivité à voter la résolution correspondante lors de la prochaine Assemblée générale de la société.

Ceci étant exposé, Il est donc proposé au Conseil communautaire :

- **D'APPROUVER** la nouvelle répartition du capital social de la société publique locale dénommée SPL-Xdemat, divisé en 12 838 actions, à savoir :
 - le Département de l'Aube : 6 563 actions soit 51,12 % du capital social,
 - le Département de l'Aisne : 873 actions soit 6,80 % du capital social,
 - le Département des Ardennes : 330 actions soit 2,57 % du capital social,
 - le Département de la Marne : 569 actions soit 4,43 % du capital social,
 - le Département de la Haute-Marne : 293 actions soit 2,28 % du capital social,
 - le Département de Meurthe-et-Moselle : 447 actions soit 3,48 % du capital, social,
 - le Département de la Meuse : 530 actions soit 4,13 % du capital social,
 - le Département des Vosges : 476 actions soit 3,71 % du capital social,
 - les communes et groupements de communes : 2 757 actions soit 21,48 % du capital social,

conformément à la liste des actionnaires annexée à la présente ;

- **DONNER** pouvoir au représentant de la collectivité à l'Assemblée générale de la société SPL-Xdemat, pour voter cette nouvelle répartition de son capital social et la résolution en découlant, lors de sa prochaine réunion.

Délibération adoptée à l'unanimité.

MOTION 001/2021

Extension de l'écotaxe sur le transport routier des marchandises à l'ensemble de la région Grand Est

Monsieur le Président présente au Conseil Communautaire la motion suivante, visant à demander l'extension de l'écotaxe sur le transport routier des marchandises à l'ensemble de la Région Grand Est.

Monsieur le Président a rappelé le contexte législatif de la création de cette écotaxe limitée à la seule Collectivité européenne d'Alsace (C.E.A.).

- La loi du 2019-816 du 2 août 2019 a acté la création de la C.E.A. par la fusion des collectivités départementales du Bas-Rhin et du Haut-Rhin.
- Lors du Conseil des Ministres du 26 mai 2021, il a été présenté une ordonnance fixant les modalités d'instauration d'une taxe sur le transport routier de marchandises au profit de la seule C.E.A.
- Cette ordonnance est parue au Journal Officiel de la République Française le 27 mai 2021 et ouvre la possibilité à la mise en place de cette taxe sur le territoire de la C.E.A.

Monsieur le Président a rappelé que plusieurs sénateurs de Lorraine et d'Alsace avaient introduit dans la loi la possibilité d'étendre l'écotaxe à d'autres départements du Grand Est. Malheureusement, cet amendement voté à l'unanimité du Sénat n'a pas été retenu par l'Assemblée nationale et le Gouvernement.

Monsieur le Président a également rappelé que l'autoroute A 35, traversant l'Alsace du nord au sud, est aujourd'hui saturée par le report du flux de camions en transit internationaux qui évitent ainsi les écotaxes poids lourds mises en place en Allemagne, en Suisse, en Autriche, en République tchèque...

Monsieur le Président souligne que, si la mise en place de l'écotaxe est une excellente chose pour nos voisins alsaciens, le risque de voir ce transit international se reporter sur l'A4 et l'A31, et plus généralement vers les routes et autoroutes des autres départements de la région Grand Est, est très important. Ce report de circulation va se traduire par des difficultés très importantes supplémentaires de déplacement, en particulier sur l'axe Luxembourg – Metz – Nancy – Dijon.

Monsieur le Présidente précise que ce report de trafic et la saturation des axes de circulation sont également des risques pour l'emploi et les entreprises, un danger pour la santé publique, pour l'environnement et pour le climat.

Ceci étant exposé, Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **D'Adopter** la motion suivante :
 - Le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes Meurthe Mortagne Moselle, réuni le 26 janvier 2022 demande au Gouvernement l'extension immédiate de l'écotaxe sur le transport routier des marchandises à l'ensemble de la Région Grand Est.

Charge Monsieur le Président de toutes les démarches nécessaires pour la bonne réalisation de cette motion.

Motion adoptée à l'unanimité.

Extrait certifié conforme,
Le Président,
Philippe DANIEL

